



Une guerre contre l'Irak serait une faute politique grave : il nous faut l'empêcher !

Prise de position de Christiane Brunner, présidente du Parti socialiste suisse, conseillère aux États, Genève

Embargo : jeudi 30 janvier 2003 à 10h00

Seules les paroles prononcées font foi !

En termes politiques, une guerre contre l'Irak n'est en rien justifiable. Voici douze ans, après la Guerre du Golfe, on n'a hélas pas su mettre en route un processus d'apaisement qui aurait dû viser toute la région du Moyen-Orient. Face à l'Irak, la communauté des Etats s'est résignée à une stratégie de l'endiguement, largement déterminée par la domination des intérêts stratégiques des Etats-Unis d'Amérique. Cette stratégie n'a pas servi les intérêts des peuples du Moyen-Orient, elle a exacerbé les tensions et a empêché le développement d'un mouvement de démocratisation.

En Irak, l'embargo a conduit au durcissement de la dictature et c'est la population civile qui en paye le prix fort. A sa périphérie, et au premier chef en Arabie Saoudite, des régimes qui n'ont rien à voir avec la démocratie que nous cultivons en Europe ont renforcé leur main mise sur des populations en panne d'alternative. Entre Israël et la Palestine, le conflit a connu une escalade dont personne ne sait plus comment sortir.

Dans ce contexte, déclencher une nouvelle guerre contre l'Irak serait une erreur. Je suis même convaincue que ce serait une faute politique gravissime.

Heureusement, cette faute n'est pas inévitable. Une coalition toujours plus large se rassemble contre cette guerre, partout dans le monde et chez nous également. C'est pour moi et pour le PS un certain soulagement, c'est aussi un véritable encouragement à redoubler d'efforts. Des citoyennes et des citoyens de tous horizons, des organisations et des groupements qui ne coopèrent pas toujours aisément, des formations politiques qui couvrent un large éventail unissent aujourd'hui leurs forces pour faire entendre leur refus de la guerre qui menace.

Cette coalition contre la guerre, c'est la coalition de la raison. Il faut que les responsables politiques l'entendent et relaient son refus dans les instances internationales qui doivent décider.

Il n'y a pas un an que le peuple suisse a dit oui à l'adhésion de notre pays à l'Organisation des Nations Unies. Dans son enceinte, le Conseil fédéral a clairement affirmé que des opérations militaires dirigées contre l'Irak n'étaient pas légitimes sans décision correspondante du Conseil de sécurité. Il a donc par avance condamné une action unilatérale des Etats-Unis d'Amérique.

C'est bien. Mais ce n'est pas suffisant.

Par la bouche de notre ministre des Affaires étrangères, le Conseil fédéral a rappelé qu'avant les enjeux stratégiques et les intérêts des Etats, il convenait de penser aux personnes. Que s'il fallait intervenir militairement contre un régime dictatorial, dangereux pour son peuple comme pour ses voisins, on ne pouvait le faire qu'en respectant scrupuleusement le droit humanitaire, toutes les dispositions du droit humanitaire.

C'est bien. Mais ce n'est pas suffisant.

Le Conseil fédéral a aussi suggéré, si on devait en arriver à l'extrémité d'opérations militaires visant à renverser le régime de Saddam Hussein, d'inviter les protagonistes à une «conférence de la dernière chance».

C'est bien. Mais il faut aller plus loin. Nous attendons du Conseil fédéral qu'il formalise sa suggestion et qu'il l'a soumette officiellement sans tarder aux parties concernées. Pour renforcer les chances que cette initiative de paix aboutisse, le gouvernement doit prendre au préalable contact avec nos partenaires en Europe, dont l'appui serait précieux pour que les parties acceptent de se retrouver une ultime fois sur sol neutre.

Le Conseil fédéral a encore fait savoir qu'il appliquerait strictement le droit de la neutralité, dans l'hypothèse où un Etat ou une coalition d'Etats attaquerait l'Irak sans mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette attitude est un minimum absolu et évident. Mais il ne faudra pas en rester là, face à ce qui serait une violation du droit international. Dans ce cas, nous exigerions du Conseil fédéral qu'il suspende toute coopération de nature militaire avec les parties au conflit, y compris les échanges économiques correspondants, par exemple dans le domaine des armements et des technologies duales.

Dans l'hypothèse d'un mandat du Conseil de sécurité pour une intervention militaire en Irak, le Conseil fédéral réserve encore sa position. De notre point de vue, il devrait au contraire s'engager sans attendre. Nous lui demandons d'intervenir à l'ONU, en cherchant une alliance aussi large que possible avec d'autres Etats, pour que le Conseil de sécurité n'autorise en aucun cas la guerre dans la recherche d'une solution à la crise.

Entendons-nous bien : nous ne sommes pas favorables à un statu quo au Moyen-Orient ; nous ne sommes pas non plus «antiaméricains» et il ne s'agit pas ici d'opposer l'Europe et les USA. Ce qu'il faut, c'est nous engager ensemble pour convaincre la démocratie américaine qu'il n'y a pas d'autre voie rationnelle, face aux enjeux et contradictions quasiment inextricables de notre monde, que la recherche opiniâtre des coopérations, le développement accru des mesures de confiance et le renforcement de notre soutien aux processus de démocratisation.

J'appelle donc toutes celles et tous ceux qui le peuvent à rallier la capitale fédérale samedi 15 février pour y exiger la paix. Notre manifestation sera pacifique et non-violente, elle n'en sera que plus ferme et résolue.

Avant de terminer, permettez-moi de souligner encore un point qui me tient particulièrement à cœur. Je souhaite vivement que les femmes qui vivent en Suisse viennent en nombre à Berne, samedi 15 février. Vous le savez, mais on ne le criera jamais assez ni jamais assez fort, la guerre moderne frappe avec une cruauté particulière les populations civiles. Les femmes en sont souvent les premières et les plus nombreuses victimes.

En Irak, mais aussi dans toute la région du Moyen-Orient, les femmes souffrent déjà terriblement sous le joug des privations et des inégalités, elles sont également privées de la plupart des droits qui garantissent une existence dans la liberté et la dignité. La guerre redoublerait les souffrances spécifiques des femmes en Irak et personne ne me fera croire qu'on mènerait cette guerre pour l'essor d'une société vraiment démocratique, où les femmes verraient leurs droits véritablement reconnus.

En tant que femmes, nous avons donc maintenant une responsabilité particulière, une solidarité à laquelle nous ne nous déroberons pas. Nous manifesterons en tant que citoyennes qui refusent la logique de guerre que l'on entend nous imposer. Mais nous manifesterons également par solidarité active avec toutes celles qui, en Irak et au Moyen-Orient, aspirent à davantage de démocratie et de développement social, avec toutes celles qui, là-bas comme ici, savent bien que ce n'est pas la guerre qui apportera cette émancipation.

Et si déjà on parle de protection des populations civiles, si on affirme que la préservation des intérêts vitaux des personnes doit être la première préoccupation des gouvernements, c'est aussi en l'absence de guerre que cette priorité doit être mise en œuvre. Voilà pourquoi nous demandons au Conseil fédéral qu'il s'efforce, dans ses programmes de promotion de la paix et de coopération au développement, de prendre spécialement en compte le sort et les aspirations des femmes au Moyen-Orient. Car, de la Palestine à l'Irak, des régions de peuplement kurdes à l'Arabie Saoudite, ce sont elles qui paient depuis trop longtemps le plus lourd tribut à l'injustice, au maldéveloppement et à l'absence de démocratie.

«Non à la guerre contre l'Irak! Pas de sang pour du pétrole!»

Prise de position de Christiane Brunner, présidente du Parti socialiste suisse

EMBARGO : jeudi 30 janvier 2003 à 10h00